

Introduction

La place de l'agriculture dans la fabrique de la ville

Gwenn PULLIAT

ART-Dev, CNRS, Montpellier, France

La question de la place de l'agriculture et de l'alimentation dans le développement urbain s'impose progressivement dans les villes à travers le monde. On a vu émerger depuis une quinzaine d'années dans les grandes métropoles des Nords une réflexion sur les manières de déployer ou redéployer des espaces dédiés à l'agriculture au sein et autour des villes, en lien notamment avec les débats sur la durabilité urbaine : par exemple, le Nouvel agenda urbain, adopté à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en 2016, met la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition au cœur du développement urbain durable, et cela s'appuie entre autres sur l'agriculture urbaine et périurbaine (United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development 2016). Ces espaces sont alors vus tant comme un outil favorisant la relocalisation des systèmes alimentaires urbains que comme un dispositif pour répondre à certains enjeux environnementaux, tels que la gestion des risques d'inondation. Mais au-delà de quelques projets phares mis en avant par les aménageurs urbains, comme les jardins du GreenThumb Program à New York par exemple, l'agriculture urbaine et périurbaine recouvre des pratiques très disparates, dans des espaces très variés : cela peut tout à la fois qualifier des productions maraîchères dans des potagers urbains familiaux qu'un élevage commercial de poules dans une périphérie urbaine ou encore des productions sur des toits d'immeubles en centre-ville.

Villes et agriculture,

coordonné par Gwenn PULLIAT. © ISTE Editions 2026.

Aussi, de quoi parle-t-on ? On peut définir l'agriculture urbaine et périurbaine de façon très large comme toute pratique de production alimentaire intervenant dans des espaces urbains et dans les zones à proximité immédiate des pôles urbains. La première caractéristique ici est spatiale : on considère ce qui est produit au sein de la région urbaine. Cela implique une éventuelle concurrence pour les usages de l'espace : Paule Moustier (1999) définit l'agriculture urbaine comme intervenant sur des espaces pour lesquels un usage alternatif existe – ils sont soumis à une compétition pour les usages de l'espace. Proposant une première synthèse des travaux qui ont émergé à la fin des années 1990 sur la question, Luc Mougeot (2000), quant à lui, ajoute une différenciation : l'agriculture urbaine et périurbaine se distingue de l'agriculture rurale par les liens fonctionnels qu'elle entretient avec la ville – elle mobilise essentiellement des ressources urbaines et se destine principalement au marché urbain. Cette définition exclut alors une agriculture « rurale » qui persiste dans les franges périurbaines quand la ville s'étale, mais qui n'interagit pas spécifiquement avec le marché urbain. De fait, ces espaces agricoles, fortement différenciés, sont susceptibles de présenter des enjeux très diversifiés : les acteurs sont variables, les considérations des aménageurs urbains sur ces espaces également. En outre, les liens avec le marché urbain transforment partiellement les productions agricoles périurbaines : la transition alimentaire, c'est-à-dire les changements nutritionnels qui interviennent en lien avec l'enrichissement et l'urbanisation des populations, induit des évolutions dans la demande alimentaire auxquelles sont susceptibles de répondre les exploitations périurbaines. Ces dynamiques tendent à rendre floues les ruptures entre ce qui est tourné vers la ville et ce qui ne l'est pas. Au total, les périmètres de définition proposés dans la littérature présentent des variations, selon que l'on considère prioritairement l'espace ou le fonctionnement des espaces agricoles urbains (Aubry *et al.* 2022). Dans le présent ouvrage, on adoptera une approche prioritairement spatiale, en considérant tous les espaces de production agricole inscrits dans les régions urbaines.

Cet ouvrage cherche alors à présenter les liens multiformes que les agricultures urbaines et périurbaines entretiennent avec la ville où ils s'inscrivent. Les espaces de production agricole présentent une matérialité différente de la ville : à quelques exceptions près (telles que les « fermes verticales », immeubles dédiés à la production agricole hors sol, ou encore les jardins sur les toits d'immeubles), les espaces agricoles sont non bâtis (hors bâti agricole). Ce ne sont évidemment pas les seuls : les espaces verts, forêts, zones naturelles non bâties se distinguent également du bâti urbain. Mais leurs usages sont différents ; on fait ici l'hypothèse que la fonction alimentaire des espaces agricoles leur confère une relation particulière avec la ville où ils s'inscrivent. On souhaite donc mettre au jour les enjeux que présentent ces espaces à la matérialité assez radicalement différente pour la fabrique des villes où ils se déploient.



Figure 1.1. Des champs de maraîchages installés sur les berges et l'île du fleuve Rouge au centre de la ville de Hanoi, au Vietnam. Ces zones peuvent se trouver inondées lors des crues du fleuve (© G. Pulliat, 2019)



Figure 1.2. Une partie du jardin de Black Creek Community Garden à Toronto au Canada : il s'agit d'un jardin communautaire installé dans un quartier marqué par un taux de pauvreté particulièrement élevé et une faible offre alimentaire (© G. Pulliat, 2018).



Figure I.3. Jardin installé sur un toit à Montréal, au Canada : le système combine bacs et murs végétalisés et vise à la fois à produire des aliments et améliorer la régulation de l'eau et de la chaleur des bâtiments (© G. Pulliat, 2018)

Si l'agriculture urbaine bénéficie d'une place de choix dans les discours politiques, elle est aussi devenue un objet d'intérêt scientifique : la littérature sur l'agriculture urbaine est foisonnante depuis les années 2000. Elle est considérée sous de nombreux angles : aménagement et urbanisme, géographie, agronomie, climatologie, nutrition, économie, sciences politiques, etc. Le présent ouvrage a pour ambition de faire un état des lieux des dynamiques et des questionnements scientifiques qui ont émergé autour de cet objet en adoptant une approche spatiale. La perspective de cet ouvrage est celle des usages de l'espace et de la construction des régions urbaines. L'angle est d'abord géographique, fondé sur des études de cas précises permettant de détailler la place de l'agriculture dans les villes étudiées et d'en analyser une dimension particulière : l'espace occupé, les acteurs, les effets socio-économiques qu'elle produit, ou encore sa fonction dans l'environnement urbain. Ces études de cas situées dans des contextes précis mais variés (tant dans les Nords que dans les Suds¹) permettent de rendre compte de dynamiques qui s'observent largement à travers les villes du monde.

Cette introduction propose d'abord de revenir sur les définitions et les formes que peuvent prendre les agricultures urbaines et périurbaines, afin de présenter les enjeux qui seront développés ensuite à travers les chapitres de l'ouvrage.

1.1. Mesurer l'agriculture urbaine et périurbaine

Les pratiques d'agriculture urbaine et périurbaine sont extrêmement diversifiées. Si l'agriculture en ville connaît un regain d'intérêt dans les métropoles des Nords, ce qui a conduit à mettre ces espaces sur le devant de la scène médiatique, elle existe largement à travers les villes du monde entier, sous des formes parfois moins visibles, moins médiatisées. Ces pratiques restent toutefois mal appréhendées, tant à l'échelle globale qu'à

1. La démarcation Nord/Sud structurant l'opposition entre pays « industrialisés » au nord et « en développement » au sud de ceux-ci est d'abord apparue dans un discours du président de la Lloyds Bank en 1959 (Capdepuuy 2024), puis a été diffusée et affirmée par le rapport du chancelier allemand Willy Brandt, « Nord-Sud : un programme de survie » publié en 1980. L'observation d'une différenciation croissante au sein du groupe « Sud », notamment en termes d'IDH, a conduit à utiliser de façon croissante le pluriel. Ce pluriel permet en particulier de rendre compte des dynamiques d'émergence (Jaffrelot 2008) d'un certain nombre des pays composant le « Sud », au contraire des pays qualifiés de « pays les moins avancés ». Parallèlement, l'accent a également été mis sur la diversité des « Nords » dans un contexte post-guerre froide, avec des trajectoires socio-économiques différentes entre la « Triade » d'une part et la Russie d'autre part. Enfin, l'expression « Sud global », issue de l'anglais « Global South », apparaît au tournant du XXI^e siècle dans le champ géopolitique pour transcrire l'expression d'une distance politique croissante entre les pays des Suds (notamment émergents) d'une part et les États-Unis, l'Europe occidentale et leurs alliés d'autre part (Capdepuuy 2023).

l'échelle locale, et les dynamiques auxquelles sont soumises les terres agricoles sont variables selon là où elles se trouvent. Que sait-on de la place de l'agriculture dans les villes ?

1.1.1. Une pratique répandue mais difficile à appréhender

Combien compte-t-on d'agriculteurs urbains dans le monde ? La FAO, sur son site, écrit : « À l'échelle mondiale, 800 millions de personnes sont actives dans le secteur de l'agriculture urbaine et périurbaine (1996). » Elle fait ainsi référence à l'ouvrage fondateur de Jac Smit, Joe Nasr et Annu Ratta (1996, réédité en 2001) proposant un état des lieux de l'agriculture urbaine dans le monde, et qui fournit cette évaluation en indiquant se fonder sur des données de 1993. Les auteurs sont toutefois très prudents dans la présentation de cette évaluation, soulignant que les données sur le sujet sont limitées, parcellaires, et qu'elles sont en partie fondées sur des projections. Pourtant, ce nombre de 800 millions est constamment repris depuis, tant par les organismes publics tels que la FAO que par les recherches scientifiques. Il est commode, parce qu'il suggère que près d'un citoyen sur cinq pratiquerait l'agriculture, ce qui en ferait une pratique urbaine extrêmement répandue ; mais il ne repose malheureusement pas sur des données fiables. En réalité, l'étendue des pratiques d'agriculture urbaine et périurbaine reste mal appréhendée, notamment parce que les outils et les méthodes de mesure à disposition sont limités.

La mesure est difficile d'abord en raison de la diversité des pratiques. Une source possible d'information serait l'utilisation des recensements agricoles, en considérant les exploitations situées dans les périmètres des agglomérations urbaines. Mais cela réduit la mesure aux exploitations à caractère commercial et formellement répertoriées. Or, en particulier dans les villes des Suds, certains agriculteurs produisent essentiellement pour la consommation familiale ; plus encore, il s'agit parfois d'une activité essentiellement récréative – même si elle est pourvoyeuse de denrées alimentaires et contribue ainsi à l'approvisionnement familial. En outre, certaines zones de production sont informelles : au Vietnam, par exemple, des espaces urbains interstitiels vacants sont souvent mis en culture, avec des productions non pérennes (telles que des légumes-feuilles), sans qu'il s'agisse de terres agricoles au sens du cadastre (voir chapitre 1). À Hanoi, les berges du fleuve Rouge ont été mises en culture depuis le début des années 2000 : ce sont des zones considérées comme « naturelles » dans le cadastre des quartiers concernés, mais qui de fait sont cultivées de façon intensive, et parfois même avec une vocation commerciale (Pulliat 2015). Toutes ces zones de production entrent dans la définition de ce qu'est l'agriculture urbaine, tout en étant exclues des éventuelles données de recensement agricole.

Les données économiques et commerciales sont donc peu adaptées pour mesurer le phénomène. Des études ont alors cherché à développer une mesure spatiale de l'agriculture urbaine et périurbaine, en se fondant sur des images de télédétection : il suffit, d'une certaine façon, de regarder le paysage en vue aérienne pour identifier et, partant, mesurer, les espaces de production agricole, quelles que soient les pratiques et la destination des produits. Par exemple, Molly E. Brown et Jessica L. McCarty (2017) ont cherché à identifier les espaces d'agriculture urbaine et périurbaine dans quatre villes, en croisant les images satellites avec des données tirées d'une extraction d'informations issues des réseaux sociaux et des sites internet des exploitations. Elles montrent toutefois que les données satellitaires seules ne permettent pas d'identifier correctement les espaces de production agricole au sein des villes, ni de les distinguer d'autres formes d'espaces verts – il reste donc nécessaire de trouver d'autres sources permettant de distinguer les espaces verts agricoles de ceux qui ne le sont pas. Ces travaux montrent là encore les difficultés méthodologiques à appréhender l'étendue spatiale de l'agriculture dans les zones urbaines, difficulté qui s'accroît avec l'imbrication des zones productives et des zones bâties.

À défaut de disposer de données permettant une évaluation globale de l'agriculture urbaine, des recherches localisées permettent d'en apprécier l'étendue au sein d'une grande variété d'espaces urbains, en croisant diverses sources de données (enquêtes, imageries, recensements, données internet, etc.). Des études à Kampala en Ouganda (David *et al.* 2010), à Minneapolis (Ramaswami *et al.* 2022) et à Baltimore (Young *et al.* 2018) aux États-Unis, par exemple, fournissent une cartographie de la place des espaces agricoles au sein de ces villes, et ces études ouvrent des pistes méthodologiques pour mieux cerner et quantifier les espaces d'agriculture urbaine et périurbaine, sous l'angle spatial, alimentaire ou économique. Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle, les outils dont on dispose – recensements agricoles, plans d'usage des sols, imagerie satellite et aérienne – ne permettent d'appréhender que de façon partielle les espaces agricoles urbains et périurbains. Ce défi de la mesure est d'autant plus grand que la diversité des espaces et des pratiques est considérable.

I.1.2. Des espaces et des pratiques différentes selon la localisation dans la ville

La versatilité des espaces de production au sein des régions urbaines complique la lecture des données disponibles. La première variabilité majeure est celle de la localisation au sein de la région urbaine : il existe des productions alimentaires au sein du tissu urbain, mais les superficies les plus importantes se trouvent dans les zones périurbaines, et il existe tout un continuum du jardin potager urbain à l'exploitation agricole insérée dans le système alimentaire industrialisé. Les contraintes spatiales sont très différentes selon où l'on se trouve : la disponibilité foncière est bien plus importante dans les espaces périurbains, mais, dans le cadre d'un processus d'urbanisation encore en cours à

l'échelle planétaire, ces terres sont convoitées et font aussi l'objet d'une transformation rapide (Bren d'Amour *et al.* 2016).

Au sein du centre urbain, les espaces de production sont limités et la mise en culture de l'espace nécessite parfois le recours à des dispositifs originaux, ce qui peut se traduire par des innovations agricoles – à l'image par exemple des jardins sur les toits, ou plus simplement de dispositifs de réutilisation des eaux usées de la ville pour l'arrosage. Les jardins individuels ou publics (partagés) peuvent être cultivés, généralement pour une production à destination familiale et non commerciale. Les espaces interstitiels de la ville, tels que les bords de route, mais aussi les espaces vacants, peuvent également être mis à profit en étant cultivés ou mis à disposition d'animaux pour pâturer. Ces productions, généralement limitées en quantité, peuvent néanmoins jouer un rôle tant dans l'approvisionnement alimentaire que dans les pratiques récréatives, et dans l'environnement urbain, notamment en contribuant à retenir les eaux pluviales (voir chapitre 8) : si elles paraissent anecdotiques à l'échelle du système alimentaire, elles ne le sont pas à l'échelle des ménages et des quartiers. À ces pratiques s'ajoutent les formes « high-tech » d'agriculture, à vocation souvent commerciale : production dans des « fermes verticales », production hydroponique dans des immeubles ou des conteneurs (voir chapitre 5), etc. Si l'espace est réduit, il n'en est pas moins mis à profit pour l'agriculture sous des modalités très diverses.

L'agriculture dans les zones périurbaines, quant à elle, est bien plus répandue et étendue. Elle va des jardins potagers enchâssés dans les zones d'habitation aux exploitations agricoles similaires à ce que l'on trouve en milieu rural. Néanmoins, dans la plupart des villes du monde, l'agriculture périurbaine fait face à une tension foncière forte. En effet, à l'échelle mondiale, le processus d'urbanisation n'est pas achevé. On continue d'observer une double dynamique de croissance démographique des villes (notamment des petites villes, puisque les villes de moins de 500 000 habitants connaissent la croissance la plus rapide à l'échelle mondiale), et d'étalement urbain (l'expansion spatiale est supérieure à la vitesse de la croissance démographique, conduisant à une baisse de la densité de l'agglomération urbaine dans son ensemble et donc à une consommation de foncier accélérée). Ces dynamiques ne concernent évidemment pas toutes les villes du monde, et les villes en décroissance font d'ailleurs l'objet d'une attention particulière dans les projets de redéveloppement agricole, à l'image de Détroit aux États-Unis qui en est devenu le paradigme (Paddeu 2015) (voir chapitre 9). Mais globalement, la conversion du foncier agricole périurbain en terres urbanisées reste une dynamique spatiale majeure à travers le monde (Bren d'Amour *et al.* 2016), ce qui pose un défi exceptionnel pour ces pratiques agricoles.

Jusqu'où peut-on parler alors d'agriculture urbaine et périurbaine ? Quand l'agriculture devient-elle proprement rurale ? Dans les villes en croissance, en particulier dans les grandes métropoles des Suds qui connaissent une expansion particulièrement rapide, les exploitations périurbaines se retrouvent intriquées dans l'espace métropolitain sans

être nécessairement reliées au marché alimentaire urbain. Pour autant, elles sont « urbaines » dans les services qu'elles rendent à la ville : elles assurent un ensemble de fonctions environnementales, récréatives, etc. au service de l'espace métropolitain. En sens inverse, si on qualifie d'« urbaines » les agricultures qui entretiennent un rapport étroit avec la ville, des espaces parfois éloignés pourraient être considérés comme étant de l'agriculture « urbaine ou périurbaine » : Paula Nahmias et Yvon Le Caro (2013) interrogent ce périmètre en évoquant le cas de la vente directe, qui se développe actuellement dans de nombreuses villes, et des fermes pédagogiques.

En dernier ressort, la localisation au sein de la région urbaine est un facteur important de différenciation des espaces agricoles ; la contrainte dans l'accès aux ressources nécessaires à la production agricole (foncier et eau au premier chef) est fortement corrélée à cette localisation, favorisant certains types de pratiques productives à l'intérieur de la ville et d'autres en périphérie. C'est finalement la diversité qui prime, ce qui amène à parler, suivant Christine Aubry (2015), « des agricultures urbaines et périurbaines », au pluriel plutôt qu'au singulier.

1.1.3. Typologies

Peut-on alors identifier de grands types d'agricultures urbaines et périurbaines ? Quels critères semblent déterminants pour façonner tel paysage agricole urbain plutôt que tel autre ? Suivant Christine Aubry et ses collègues (2022), quatre axes de distinction peuvent être mis au jour : la dimension spatiale (où se trouve-t-on dans l'espace urbain ?), la question technique (low-tech *versus* high-tech, le type de substrat, etc.), les objectifs mis prioritairement en avant (agricoles, éducatifs, paysagers, etc.), et enfin le modèle économique (professionnels *versus* amateurs, modèle associatif, etc.). Ces éléments permettent de caractériser les pratiques observées – mais les auteurs insistent sur la multiplicité des typologies qu'on peut tirer de ces grands axes.

Nathan McClintock (2014) propose une typologie des agricultures urbaines en identifiant sept formes d'agriculture urbaine : l'agriculture résidentielle, les jardins communautaires, le *guerrilla gardening*², les jardins collectifs, les jardins institutionnels (tels que dans les écoles), l'agriculture associative et enfin l'agriculture commerciale. Pour cela, il classe les pratiques en fonction de plusieurs critères : le fait que la pratique soit organisée ou non (les jardins potagers individuels ne le sont pas, tandis que les jardins

2. Le *guerrilla gardening* est une pratique soutenue par des mouvements militants consistant à planter des végétaux (en particulier alimentaires, mais pas seulement) dans des espaces sur lesquels les jardiniers n'ont pas de droit formel : des espaces en friche, interstitiels, des propriétés privées considérées à l'abandon, etc. La pratique s'inscrit dans une approche d'action directe ayant pour objectif politique de discuter la place de l'environnement dans les villes et, plus encore, la question de la propriété et de l'usage du foncier dans les espaces urbains.

collectifs le sont), l'échelle de production (allant du microlocal pour le *guerrilla gardening* qui peut se déployer sur tout espace vert jusqu'à de larges parcelles agricoles dans le périurbain), la fonction première (alimentaire, éducative, paysagère, etc.), le mode de gestion (individuel, collectif, commercial), les personnes en charge du travail associé (individuel ou familial, bénévoles, employés, etc.), et enfin la fréquence de la vente sur le marché. Ces critères considèrent ainsi prioritairement les modes d'organisation de la production, regroupant ainsi des pratiques situées dans des espaces contrastés. Ils mettent en revanche au second plan la localisation précise dans l'espace urbain, permettant de dépasser le clivage intra-urbain/périurbain, ainsi que la nature des productions.

Dans une perspective de géographie socio-économique de la ville, la question du caractère commercial ou non des exploitations se présente comme un point de différenciation important. Dans sa typologie, Nathan McClintock identifie l'agriculture commerciale comme étant un type en soi, alors que les activités productives non commerciales et non lucratives sont ventilées en six groupes différents. L'agriculture commerciale implique le besoin de tirer un revenu de l'activité, ce qui n'est pas toujours facile sur des surfaces réduites et dans un contexte de coût élevé du foncier (voir chapitre 5). Si ces exploitations peuvent tirer parti de la proximité du marché urbain, les coûts de production sont renchérissés par la pression foncière, mais aussi les contraintes qui peuvent émerger du cadre urbain où elles se déploient : modalités de gestion des déchets (avec par exemple l'interdiction de brûler les déchets végétaux), réglementation environnementale accrue, contraintes sur la mécanisation de l'exploitation, enjeu concernant les mobilités des machines agricoles et des camions avec la mise en place des « zones à faibles émissions », etc.

À l'inverse, les productions non commerciales – qu'elles soient familiales, associatives, publiques sans vocation commerciale – s'affranchissent du besoin de valorisation sur le marché et priorisent donc d'autres fonctions : alimentaires, récréatives, ornementales ou paysagères, etc. Elles restent néanmoins parfois corrélées au marché : par exemple, elles peuvent permettre la production de produits « ethniques », cultivés par des personnes originaires d'autres régions du monde, et que l'on trouve difficilement dans leurs villes d'arrivée (Hochedez 2018). Cela permet donc de pallier un manque sur le marché, et ainsi de répondre aux préférences alimentaires individuelles. En outre, les productions non commerciales permettent aux producteurs de s'affranchir en partie du marché en réduisant les achats de denrées, ce qui leur confère une dimension économique. De plus, la production fait souvent l'objet d'échanges ou de dons : cela s'inscrit dans une circulation non marchande qui est susceptible de produire ultérieurement des formes de rétribution. Enfin, on observe parfois une mixité d'usage : une production à vocation première d'auto-approvisionnement peut en partie être vendue et créer ainsi un nouveau moyen d'existence pour le producteur. Au final, même les pratiques non professionnelles de l'agriculture entretiennent des liens avec le marché.

La distinction entre agriculture commerciale et non commerciale est également importante parce que les acteurs sont très différents : les agriculteurs professionnels n'ont pas les mêmes profils socio-économiques, ni forcément les mêmes intérêts sur le plan économique et politique, que les « jardiniers » urbains (voir chapitres 2 et 5). Aussi, cette caractéristique paraît être un élément fort de distinction des pratiques dans une perspective de géographie sociale.

Un autre élément de distinction des pratiques, moins présent dans les typologies évoquées ci-avant, se trouve dans la nature de l'occupation de l'espace. Les exploitations agricoles commerciales enregistrées, que l'on retrouve dans le recensement agricole, sont généralement associées à un titre formel d'occupation du sol. Il en est de même pour les productions sur des espaces privés (type jardin privé) ou publics (jardin partagé par exemple) associés à un statut formel d'occupation. La situation des autres formes d'agriculture est en revanche extrêmement variable : terrain loué avec ou sans contrat, terrain prêté, terrain public utilisé sans autorisation, terrain public ou privé squatté ou utilisé illégalement sans être formellement approprié (notamment dans le cadre du *guerrilla gardening* (Hardman et Larkham 2014)), etc. Ce critère de statut d'occupation des sols est intéressant car il influence les dynamiques futures d'usage des sols. Le statut d'occupation est en effet corrélé à un risque plus ou moins grand de voir son usage révoqué. À Hanoi par exemple, les autorités d'un quartier central donnant sur les berges du fleuve Rouge déclaraient qu'elles laissaient les résidents cultiver les berges « tant qu'il n'y avait pas d'autre projet » – faisant ici référence à un large projet de réaménagement des berges du fleuve Rouge : autrement dit, quand un projet d'aménagement sera mis en œuvre, ces pratiques seront évincées (Pulliat 2015), et ce d'autant plus facilement que les agriculteurs n'ont aucun titre pour faire valoir leur droit à cultiver les terres. Le risque d'éviction induit un horizon temporel court, en tout cas incertain, conduisant à des choix de culture et de pratiques adaptés : cultures maraîchères de court terme, absence d'investissements dans des dispositifs de protection, par exemple. Cela crée un contexte d'incertitude. Cette incertitude concerne néanmoins une large majorité d'agriculteurs urbains et périurbains, formels ou non : le contexte de croissance urbaine, menaçant les usages agricoles de l'espace, induit partout un horizon temporel relativement court.

Finalement, l'inscription dans le tissu urbain s'accompagne de contraintes spécifiques qui induisent un large panel de pratiques selon les configurations économiques, sociales et spatiales à une échelle très fine. La versatilité et l'ubiquité de l'agriculture urbaine et périurbaine en font alors une catégorie très large, difficile à mesurer à l'échelle globale, mais qui, à l'exception des fermes hors sol, tranche avec la matérialité du bâti urbain : c'est pourquoi on souhaite ici interroger sa place dans la fabrique de la ville.

I.2. La place de l'agriculture urbaine et périurbaine dans la fabrique de la ville : une « inversion du regard »

Alors qu'elle est toujours une composante des espaces urbains, l'agriculture est largement absente des documents de planification urbaine. Ce n'est que depuis les années 2000 que la question agricole d'abord, celle alimentaire ensuite, s'est progressivement imposée dans les projets urbains. Quelle est la place de l'agriculture dans les dynamiques de fabrique de la ville ?

I.2.1. Une agriculture multifonctionnelle au service de la ville

Les travaux sur l'agriculture urbaine et périurbaine ont conduit à mettre en évidence sa multifonctionnalité et les services que ces espaces rendent à la ville dans laquelle ils s'inscrivent. C'est cette mise en évidence qui a conduit un nombre croissant de villes à réintégrer leurs espaces agricoles dans leurs schémas d'aménagement. Il s'agit moins de préserver les terres pour elles-mêmes que de s'appuyer sur leur intégration au métabolisme urbain (Stella *et al.* 2022) : gestion de l'eau, de l'approvisionnement alimentaire, lutte contre les îlots de chaleur, etc. À ces fonctions s'ajoute la régulation de l'étalement urbain : la préservation des espaces agricoles permet d'orienter l'urbanisation en sanctuarisant ainsi des espaces non bâtis. Le cas de Bangkok illustre cette manière de considérer les espaces agricoles comme des auxiliaires des espaces urbains. À l'est comme à l'ouest du cœur de la métropole, le schéma directeur inclut des « zones agricoles préservées » : il s'agit moins de les préserver pour leurs fonctions agricoles que pour leurs rôles dans la gestion des inondations (voir chapitre 8). Les services des espaces agricoles sont aussi de nature sociale : fonction éducative des jardins pour favoriser de meilleures pratiques alimentaires (voir chapitre 4), fonction récréative des espaces cultivés en ville et dans ses environs où des formes de tourisme émergent (voir chapitre 6), fonction sanitaire quand le jardinage favorise l'amélioration de la santé mentale des pratiquants, entre autres. La littérature sur les agricultures urbaines et périurbaines, notamment quand elle porte sur les villes des Nords, met largement l'accent sur la diversité des fonctions de ces espaces (Duchemin *et al.* 2010 ; Zasada 2011), et met ainsi en avant ces fonctions non alimentaires des agricultures urbaines et périurbaines. Pour le dire vite, ce ne sont pas tant les aliments qui sont recherchés dans cette promotion, mais davantage tous les attributs que fournissent les espaces agricoles. Pour prendre le cas du schéma directeur de Montpellier (voir section I.2.2), la protection des zones agricoles s'accompagne de la valorisation de « route des vins » tirant parti du patrimoine viticole de la région. À Toronto, au sein de la ville, la promotion des jardins communautaires et partagés met en avant leur rôle dans l'amélioration de la santé mentale des résidents comme des jardiniers (Hammelman 2019). En ce sens, le regard urbain porté sur les espaces agricoles s'inscrit dans le « tournant écologique » de la planification urbaine (Tornaghi 2014).

L'agriculture est ici au service de la ville, considérée comme un élément de la fabrique de la ville : cela traduit une inversion du regard sur les fonctions de ces espaces. C'est sa multifonctionnalité qui caractérise l'agriculture urbaine et périurbaine : les fonctions autres que productives sont alors des leviers essentiels de sa préservation dans un contexte de concurrence foncière forte. Pour autant, les enjeux proprement alimentaires persistent.

1.2.2. Une réémergence de la question alimentaire puis agricole dans les projets urbains

La crise alimentaire de 2008, avec ses mobilisations liées au coût de l'alimentation en ville, a marqué un tournant dans les politiques alimentaires urbaines et a contribué à l'émergence d'une dynamique de réflexion sur l'alimentation des citoyens.

Le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, publié en 2015 et signé à ce jour par 330 villes à travers le monde, constitue un résultat de cette réflexion. Il se présente comme un cadre incitant les villes signataires à adopter diverses politiques en faveur de systèmes alimentaires urbains durables : par exemple, un objectif possible est la mise en place d'un suivi des volumes de pertes alimentaires et des déchets afin de les réduire et de réutiliser ce qui peut l'être (FAO 2019). Il propose ainsi une liste de 37 recommandations visant à améliorer les systèmes alimentaires urbains. Les politiques alimentaires urbaines recommandées couvrent un panel large d'actions, portant tant sur la gouvernance du système alimentaire urbain que sur l'accessibilité économique de l'alimentation ou le contrôle de sa distribution. La production alimentaire est l'une des catégories de recommandations, qui insistent sur la protection des espaces agricoles urbains et périurbains. Cela passe notamment par leur protection foncière.

Pourtant, la planification urbaine, qui a d'abord pour vocation d'orienter et d'organiser l'expansion urbaine, peine souvent à valoriser le foncier agricole. Celui-ci est souvent peu considéré : il constitue largement le « blanc des cartes » urbaines, ou au mieux le « vert ». Les terres non bâties sont souvent classées en zone « naturelle » d'une part (par exemple les espaces boisés autour des villes) et en zone « agricole » d'autre part, mais les deux apparaissent, d'une certaine manière, comme les « vides » des plans d'urbanisation : autant d'espaces potentiellement urbanisables, souvent considérés avant tout comme des réserves foncières. Dans les villes en croissance, ces espaces « blancs » se réduisent d'un schéma directeur à un autre, ouvrant de nouveaux espaces pour les projets urbains.

Cette perspective urbaine sur les terres non bâties peine à faire valoir leurs rôles multiples en faveur de la ville. Les débats sur les systèmes alimentaires urbains ont contribué à transformer cette perspective, et c'est ainsi qu'on a parlé à Montpellier par exemple de « l'inversion du regard » (Jarrige *et al.* 2006 ; Perrin *et al.* 2013 ;

Scheromm *et al.* 2014) : un travail partenarial préalable à l'écriture du schéma directeur de Montpellier de 2006, fondé sur un diagnostic agricole de la région, a permis de transformer la démarche d'élaboration du plan pour mettre les enjeux agricoles au cœur de la planification de l'urbanisation. Cela a en particulier permis de mettre en évidence les disparités au sein de ces zones « blanches », et ainsi de soustraire à l'urbanisation future les zones agricoles considérées par les différentes parties prenantes comme les plus importantes. Cela a également conduit à la mise en place d'une politique de promotion des produits locaux par le biais de marchés de producteurs, par exemple (Scheromm *et al.* 2014) – soutenant ainsi la rentabilité commerciale de ces espaces. La démarche de la métropole de Montpellier était pionnière en la matière. De nombreuses villes françaises lui ont emboîté le pas, à commencer par la région Île-de-France, qui a mis en place un plan régional de l'agriculture durable en 2012 afin de mieux prendre en compte les importantes superficies agricoles dans sa planification territoriale. Outre les documents de planification, les réflexions sur la place de l'alimentation dans l'aménagement de la ville ont commencé à être formalisées dans le cadre des projets alimentaires territoriaux (PAT) depuis 2014 (Aubry *et al.* 2022) : ceux-ci fédèrent les différents acteurs d'une agglomération pour favoriser la protection des terres agricoles et l'installation d'agriculteurs sur le territoire concerné, le développement des circuits locaux d'approvisionnement, la mise en relation des producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs d'un territoire urbain, etc.

Ces exemples tirés du cas de la France illustrent la réémergence de la question alimentaire dans la planification urbaine qui se retrouve dans de nombreuses villes du monde. Les planificateurs et aménageurs des villes deviennent ainsi de nouveaux acteurs du système agricole ; pour autant, c'est un domaine qui reste largement encore à construire, notamment parce que les agglomérations ont peu de compétences directes en matière d'agriculture (Nahmías et Le Caro 2013).

I.3. Les grands défis des agricultures urbaines et périurbaines

I.3.1. Le défi de la sécurité alimentaire des citoyens

L'accent mis sur les contributions sociales, récréatives et environnementales des agricultures urbaines et périurbaines conduit à mettre au second plan la fonction alimentaire de l'agriculture. Or cette fonction reste importante, et le rôle des filières locales dans l'approvisionnement des villes a été remis en avant dans le cadre des débuts de la pandémie de Covid et des confinements qui les ont accompagnés.

Depuis plusieurs années, des recherches ont tenté d'évaluer la part de l'approvisionnement alimentaire que cela pourrait représenter à l'échelle d'une ville. Par exemple, Francesco Orsini et ses collègues (2014) ont cherché à évaluer ce potentiel pour la ville de Bologne en Italie, en se focalisant spécifiquement sur le potentiel productif des

jardins sur les toits : ils ont estimé que la mise en culture de la totalité des toits plats permettrait de satisfaire 77 % des besoins en légumes frais de la ville. Ainsi, les résultats des études localisées, comme à Boston (Saha et Eckelman 2017) ou Montréal (Haberman *et al.* 2014) par exemple, montrent une contribution potentielle non négligeable, mais s'appuient généralement sur des hypothèses plutôt optimistes : par exemple, cela considère la mise en culture de l'intégralité des toits. Néanmoins, il paraît crucial de remettre en avant ces fonctions alimentaires : d'abord, les espaces périurbains sont souvent très productifs. Les villes, et surtout les grandes villes, sont souvent installées dans des plaines particulièrement fertiles. Ainsi, Christopher Bren d'Amour et ses collègues (2016) ont montré que les terres agricoles converties en terres urbaines étaient en moyenne 1,77 fois plus productives que les autres terres agricoles. Dès lors, la conversion de ces terres spécifiquement pour l'urbanisation présente un enjeu pour la production mondiale : les auteurs estiment par exemple qu'une perte de 3 % des terres agricoles en Asie se traduirait par une perte de 6 % de la production agricole. Ainsi, à l'échelle mondiale, l'expansion urbaine sur les terres agricoles périurbaines est préjudiciable pour la production alimentaire, ce qui présente un défi dans le cadre de la croissance démographique et l'amélioration des rations alimentaires à l'échelle mondiale. Ensuite, si la contribution alimentaire à l'échelle de la ville n'est pas très significative, elle peut être substantielle à l'échelle des ménages producteurs, et ce y compris dans les Nords. Les études montrent ainsi un lien positif entre engagement dans l'agriculture urbaine et diversité du régime alimentaire, suggérant ainsi une contribution de la pratique à une meilleure sécurité alimentaire (Warren *et al.* 2015). Si les données disponibles sont non systématiques et de robustesse variable, les études existantes suggèrent néanmoins une amélioration de la sécurité alimentaire des ménages pauvres pratiquant l'agriculture urbaine et périurbaine par rapport à ceux qui ne la pratiquent pas (Zezza et Tasciotti 2010) – dans certains cas, cet apport est un élément significatif de sécurisation alimentaire dans un contexte d'incertitude économique (Pulliat 2015).

Aussi, en dépit du manque de données robustes, la disparition très rapide du foncier agricole périurbain à l'échelle de la planète pose des défis en termes de sécurité alimentaire, en particulier pour les ménages urbains et périurbains vulnérables.

L'un des enjeux alimentaires majeurs qui persistent au XXI^e siècle est celui de la malnutrition. Si la malnutrition par carence quantitative reste majoritairement associée aux espaces ruraux des pays des Suds, les enjeux liés à la qualité nutritionnelle de l'alimentation ont largement émergé et se retrouvent partout à travers le monde. Des approches géographiques ont mis en évidence la manière dont l'aménagement de la ville induisait des environnements obésogènes (Lake et Townshend 2006) : les modalités de déplacements, les opportunités pour faire de l'activité physique, comme la nature de l'offre alimentaire, apparaissent comme des facteurs favorisant le développement du surpoids et de l'obésité. Face à cela, l'agriculture urbaine se présente comme un outil de lutte contre de tels environnements : par exemple, à New York, le programme Gardens for Healthy Communities (GHC) a été promu dans le cadre du plan de lutte contre l'obésité

(Obesity Task Force) lancée en 2013 par la municipalité (Gonzalez 2015). À défaut de mettre en évidence l'efficacité de l'agriculture urbaine dans cette lutte, cet exemple illustre la manière dont les autorités publiques mobilisent les espaces agricoles comme espace pédagogique, promouvant à la fois une meilleure connaissance des recommandations nutritionnelles et une meilleure intégration des produits frais dans les pratiques alimentaires. On peut alors voir l'éducation alimentaire, tirée des pratiques agricoles en ville, comme une production immatérielle de ces espaces. De façon plus immédiate, elle contribue à lutter contre les « déserts alimentaires » : au sein des villes, certains quartiers peuvent être largement dépourvus d'une offre alimentaire diversifiée et de qualité sur le plan nutritionnel, et la production urbaine peut alors contribuer à répondre à ce manque, comme c'est le cas à Détroit (Paddeu 2021).

1.3.2. Une agriculture pour qui ?

La présence d'espaces agricoles dans la ville produit un effet sur le tissu urbain alentour. Alors que les espaces agricoles ruraux peuvent parfois être perçus comme source de nuisance – en termes de bruit (mécanisation), d'odeur (en cas d'élevage notamment), de risques sanitaires (liés aux épandages de pesticides comme aux zoonoses) par exemple – les espaces agricoles urbains ont eux bénéficié d'une transformation de leur image, même si le contraste reste fort entre espace agricole urbain et espace agricole périurbain (qui se rapproche davantage des espaces ruraux). Les espaces agricoles urbains peuvent contribuer au verdissement de quartiers et favoriser, de la sorte, un processus de gentrification « verte » ou « écogentrification » (Pearsall 2010 ; Curran, Hamilton 2017 ; McClintock 2018 ; Fantini 2023) (voir chapitre 2). Ce processus peut être un objectif explicite des politiques de redéveloppement urbain, ou bien un effet adverse du développement de l'agriculture urbaine. Ce processus n'est pas toujours observé : par exemple, à Détroit, l'étude du lien entre l'évolution démographique et le développement des jardins ne montre pas d'effet de l'agriculture urbaine sur la gentrification de la ville (Hawes *et al.* 2022). Néanmoins, les espaces agricoles intra-urbains ont parfois un effet direct sur les dynamiques de la ville dans leurs alentours, sur leurs habitants et sur leur morphologie sociale.

C'est pourquoi il importe, dans une perspective de géographie sociale, de rester attentif aux acteurs de l'agriculture urbaine et périurbaine, tant du côté des producteurs que de celui des bénéficiaires. De quelles façons l'attention sociale et politique dont jouit désormais largement l'agriculture en ville change-t-elle les groupes sociaux qui en bénéficient (soit comme source de revenus et de moyens d'existence, soit comme consommateurs) ?

Cette question fait l'objet d'un intérêt marqué pour un pan de la recherche sur l'agriculture urbaine qui s'inscrit dans la géographie critique et qui s'intéresse à la manière dont l'agriculture urbaine peut contribuer – ou non – à la réduction des inégalités

sociales (Tornaghi 2014 ; Horst *et al.* 2017, 2021 ; Anguelovski *et al.* 2018). Ces travaux récents conduisent à nuancer l'approche globalement positive dont bénéficie l'agriculture urbaine à l'heure actuelle. Quand les autorités locales soutiennent ou promeuvent les initiatives d'agriculture urbaine et périurbaine, il est essentiel de rester attentif aux dynamiques sociales qui en découlent : la durabilité des systèmes alimentaires urbains qu'elle favorise ne peut s'affranchir des questions de justice.

I.4. Présentation de l'ouvrage

I.4.1. *Par-delà des clivages Nords-Suds*

Qu'est-ce que les espaces agricoles disent des dynamiques urbaines en cours ? Le premier parti pris de cet ouvrage est de s'appuyer sur une diversité d'études de cas, de se fonder sur une approche fondamentalement empirique et inscrite dans des contextes géographiques définis. D'abord, on l'a souligné, l'absence de données robustes à des échelles larges rend difficile une appréhension globale des phénomènes sociaux et spatiaux liés aux pratiques agricoles. Mais plus encore, c'est une approche empirique fine qui permet de rendre compte de la manière dont les configurations spatiales, spécifiques à chaque ville, influencent les pratiques agricoles, et c'est par cette prise en compte de la finesse des contextes locaux qu'on peut mettre au jour les enjeux qui s'y posent. Les études de cas considèrent tant des villes moyennes que des villes globales ; tant le cas des hypercentres que celui des régions urbaines dans leur ensemble. Partant de ces cas localisés, les chapitres de cet ouvrage permettent alors de dresser un tableau de l'état des recherches en géographie sur l'agriculture dans les villes.

Le second parti pris de cet ouvrage se trouve dans la volonté de dépasser les clivages Nords-Suds. Les études de synthèse sur le sujet ont une certaine tendance à traiter soit des Nords (Mok *et al.* 2014), soit des Suds (Hamilton *et al.* 2014 ; Drescher *et al.* 2021). Si les travaux sur les agricultures urbaines et périurbaines sont pléthoriques, ils portent néanmoins plus souvent sur des villes des Nords que des Suds. Par exemple, dans la série « Urban Agriculture » éditée chez Springer depuis 2014, aucun ouvrage ne traite strictement de situations concernant les Suds, quand huit d'entre eux ne traitent que des cas de villes des Nords, et six présentent des cas diversifiés sur ce plan-là. L'ouvrage *Global Urban Agriculture* publié par Antoinette WinklerPrins (2017) est l'un des premiers à adopter une approche globale, cherchant à inclure à la fois les situations des Nords et des Suds dans un cadre conceptuel commun. Les approches sont souvent disparates selon le contexte (Taguchi et Santini 2019) : dans les Nords, les études tendent à s'intéresser davantage aux enjeux de relocalisation des systèmes alimentaires, et à mettre en évidence la manière dont les pratiques d'agriculture urbaine et périurbaine constituent un mouvement social qui s'oppose au système alimentaire industrialisé dominant. À l'inverse, dans les Suds, les études considèrent davantage le rôle de l'agriculture dans

la sécurité alimentaire des ménages, en particulier les nouveaux arrivants en ville. Pourtant Antoinette WinklerPrins souligne bien le continuum dans les situations des Nords et des Suds : les villes en décroissance peuvent voir réémerger les pratiques agricoles pour assurer leur sécurité alimentaire, la dimension récréative de la pratique se retrouve dans tous les contextes, et plus encore elle contribue à une résilience sociale et/ou environnementale et à la durabilité urbaine (WinklerPrins 2017 ; Gray *et al.* 2020). Aussi, considérer la diversité des pratiques d'agriculture urbaine et périurbaine de façon globale permet de dépasser ces clivages usuels pour mettre l'accent sur les enjeux transversaux qui affectent les espaces agricoles urbains (Hammelman 2022) – tels que l'accès à la terre, les bénéficiaires des produits ou encore les contaminations de l'environnement urbain : ces enjeux se posent en des termes différents selon chaque contexte urbain, mais se retrouvent de façon large à travers le monde entier. C'est ce à quoi nous nous attachons dans cet ouvrage.

I.4.2. Présentation thématique

L'ouvrage traite la place des agricultures urbaines et périurbaines dans la fabrique des villes sous trois angles : celui de l'espace et de l'aménagement d'abord, celui des enjeux socio-économiques ensuite, et celui de l'environnement urbain enfin.

Les trois premiers chapitres (partie 1) s'intéressent d'abord à l'espace des agricultures urbaines et périurbaines, depuis le potager jusqu'à la planification urbaine. Thi Thanh-Hiên Pham et Paul Émile Tchinda (chapitre 1) se situent à l'échelle du potager pour montrer que ses formes et ses localisations varient en fonction des dynamiques d'urbanisation, de développement économique et de crises, en étudiant le cas de la ville de Lào Cai au Vietnam. Ils montrent que le potager est une forme « ordinaire » d'agriculture urbaine très fréquemment présente dans les villes depuis des siècles, contribuant à moduler l'accès à l'alimentation des citoyens. Néanmoins, cette forme de production alimentaire est peu considérée dans les politiques de développement urbain, de sorte que sa pratique et sa place dans l'espace public en font un objet politique. À l'échelle du quartier, Angèle Proust (chapitre 2) propose une typologie des agricultures urbaines en lien avec les types de quartiers et les populations qui la pratiquent ; elle rend ainsi compte des processus d'écogentrification qui sont susceptibles d'en découler. Étudiant le contexte d'une grande métropole brésilienne, São Paulo, où les inégalités sociospatiales sont particulièrement exacerbées, elle rend compte de la manière dont l'accès différencié aux espaces agricoles illustre les enjeux de droit à la ville dans une métropole émergente. Enfin, à l'échelle de la métropole, Isabelle Duvernoy (chapitre 3) montre comment l'intégration des enjeux agricoles dans la planification urbaine autour de Toulouse en France permet de contrôler le foncier agricole, posant la question des outils réglementaires qui permettent de le pérenniser.

Les trois chapitres suivants (partie 2) présentent les enjeux socio-économiques des espaces agricoles, en considérant différents acteurs de la chaîne agroalimentaire urbaine. Camille Hochedez (chapitre 4) met la focale sur l'accès à l'alimentation des citoyens défavorisés, pour montrer l'articulation entre les enjeux sociaux d'accès à l'alimentation en ville et la manière dont les espaces agricoles pourraient permettre d'y répondre. L'aide alimentaire constitue en effet une composante importante de la lutte contre l'insécurité alimentaire en ville ; aussi, il importe de réfléchir à la manière dont les espaces agricoles urbains et périurbains permettent d'atténuer – ou non – les inégalités alimentaires en ville. Elle mobilise pour cela le cas d'une ville moyenne, Poitiers en France. Ségolène Darly et Kristin Reynolds (chapitre 5), quant à elles, considèrent les activités agricoles à caractère commercial : elles montrent comment ces espaces productifs connaissent un développement récent mais remarqué dans des métropoles globales (ici Paris et New York) ; l'enjeu de rentabilité, qui distingue l'agriculture commerciale des activités potagères et familiales, contribue à redéfinir la place de ces espaces dans le tissu socio-économique de la ville. En particulier, cela conduit les acteurs politiques de la ville à davantage considérer les pratiques agricoles, puisqu'elles se présentent comme une composante économique de la ville ; mais cela induit alors une polarisation entre activité professionnelle et non professionnelle. Cela met ainsi en exergue les divergences entre ces différents acteurs, qui ont des besoins et des attentes différentes, voire contradictoires. Héloïse Leloup (chapitre 6) considère ensuite la diversité des acteurs dans l'agriculture urbaine et périurbaine en s'appuyant sur le cas de la région de Lima au Pérou. Elle part du point de vue des producteurs périurbains qui se retrouvent rattrapés par le tissu urbain. Ils font alors face à la fois à la pression physique de la ville et à la transformation des attentes des citoyens, qui se représentent largement cette agriculture comme devant produire des aliments de haute qualité, de façon biologique, et en fournissant des aménités touristiques. Ces tendances se heurtent aux pratiques existantes de nombreux agriculteurs, devenus urbains malgré eux, qui ne destinent pas toujours leurs produits à ce marché urbain spécifique. Elle interroge alors le devenir de ces agriculteurs dans un cadre de croissance urbaine.

Enfin, les trois derniers chapitres (partie 3) considèrent la dimension environnementale de l'agriculture urbaine. D'abord, Gwenn Pulliat (chapitre 7) montre que dans le cadre du tournant écologique du développement urbain, les espaces agricoles urbains et périurbains sont de plus en plus souvent considérés sous l'angle des services environnementaux qu'ils assurent. Les études pléthoriques soulignent la diversité des fonctions environnementales qu'assure l'agriculture urbaine et périurbaine ; pourtant, l'ampleur de ces contributions reste peu évaluée, et très dépendante des espaces considérés (intra-urbains ou périurbains) et des pratiques agricoles. Puis elle étudie, dans le chapitre 8, la manière dont ces espaces agricoles sont intégrés à la gestion des risques environnementaux, en s'appuyant sur les cas de Bangkok (Thaïlande) et Toronto (Canada). Malgré la reconnaissance du rôle que les espaces agricoles peuvent jouer pour atténuer de nombreux risques environnementaux, beaucoup reste à faire pour faire effectivement

valoir ces fonctions dans la planification urbaine et permettre ainsi de mieux coordonner espaces bâtis et espaces agricoles au sein des régions urbaines du monde. Enfin, Louise Clochey (chapitre 9) s'intéresse aux initiatives de jardinage collectif pour montrer comment le jardinage est mobilisé pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux d'une ville post-industrielle en crise, notamment par la réhabilitation environnementale de friches urbaines, en étudiant le cas de Dunkerque (France). Dans une approche de *political ecology*, elle rend compte d'un accès différencié aux aménités environnementales et une prédominance d'un rapport à l'environnement affilié aux classes urbaines moyennes et aisées, interrogeant ainsi le déploiement de ces initiatives dans les quartiers populaires.



Figure I.4. Localisation des études de cas détaillées dans l'ouvrage
(© S. Théry, 2024)

1.4.3. Portée et limites

Les études de cas proposées dans l'ouvrage (figure I.4) portent sur des espaces urbains très variés. On y trouve à la fois des petites villes et des métropoles globales, des capitales et des villes secondaires. Elles s'inscrivent dans des contextes politiques hétérogènes, ce qui influence en particulier la structure et l'accès au foncier : plusieurs villes sont par exemple situées dans des pays qui ont connu une réforme agraire ou une collectivisation des terres. Pour autant, des types de villes manquent. Une seule des études de cas présentées concerne une ville en décroissance, alors que c'est un contexte particulièrement intéressant pour observer ce qui se passe quand la contrainte foncière se réduit et s'accompagne de dynamiques de réhabilitation des espaces (Paddeu 2017). De même, aucune étude de cas n'est située en Afrique ou en Océanie. Des cas africains

ont été très tôt étudiés dans la littérature sur l'agriculture urbaine, d'abord et avant tout en lien avec la question de la sécurité alimentaire et du rôle qu'elle peut jouer dans la lutte contre la pauvreté (voir par exemple (Lee-Smith 2010)). Sans chercher à couvrir l'intégralité du globe, cette absence marque surtout celle d'espaces où les enjeux d'accès à l'alimentation se posent de façon particulièrement aiguë.

Cette présentation permet de dégager quelques pistes pour les recherches à venir. La première est celle de la cartographie des espaces agricoles urbains et périurbains, et de la quantification. Quantification des espaces dédiés, quantification de la contribution effective au système alimentaire urbain, mais aussi quantification des services rendus, et du travail fourni : les études sur ces dimensions restent encore trop partielles, et elles permettraient d'informer de façon plus robuste les décisions politiques en matière d'agriculture et d'alimentation.

Une deuxième piste porte sur les liens avec le métabolisme urbain, pour mieux appréhender, entre autres, les enjeux sanitaires en allant des sols au produit consommé. Ces aspects ont commencé à être étudiés dans divers contextes, notamment dans la lignée des travaux de Christine Aubry en France (Aubry *et al.* 2022), et dans le cadre du projet European Forum for a Comprehensive Vision on Urban Agriculture (EFUA 2020-2024) par exemple, mais ils méritent plus amples investigations. En particulier, les liens entre qualité et pollution des sols, types de production, exposition des populations pourraient être étudiés à des échelles très fines dans toute une série de contextes urbains (dans les Nords et les Suds, dans les régions industrielles, dans des cadres climatiques variés, etc.). Les enjeux liés aux activités d'élevage en ville (on peut penser en particulier aux petits élevages familiaux fréquemment rencontrés dans de nombreuses villes asiatiques ou africaines (Robineau 2013)) demeurent insuffisamment documentés (Graefe *et al.* 2019) et pourraient enrichir les études sur la durabilité des villes et de leurs systèmes alimentaires, notamment sur le plan sanitaire et environnemental.

Un troisième volet spatial concerne les enjeux liés à la matérialité de l'espace urbain. Cette dimension est généralement présente dans les études sur l'agriculture urbaine, mais les recherches futures pourraient regarder précisément ce que les mutations urbaines en cours induisent pour les espaces agricoles de la ville : changement dans les mobilités et les infrastructures de transport, densification du bâti et transformation des formes urbaines, etc. De quelles manières ces dynamiques urbaines agissent-elles sur les espaces agricoles et leurs fonctionnements ? De quelle manière ces enjeux s'articulent-ils dans la planification urbaine ? Quels sont les outils qui permettent de faire perdurer au sein des villes des espaces non bâtis et généralement peu rentables ?

Cet ouvrage propose donc des pistes de réflexion à partir d'un état des lieux des recherches et d'études de cas détaillées ; il laisse en même temps voir les champs de l'agriculture urbaine et périurbaine encore largement à défricher.

I.5. Bibliographie

- Anguelovski, I., Connolly, J., Brand, A.L. (2018). From landscapes of utopia to the margins of the green urban life: For whom is the new green city? *City*, 22(3), 417–436.
- Aubry, C. (2015). Les agricultures urbaines et les questionnements de la recherche. *Pour*, 35–49.
- Aubry, C., Giacchè, G., Maxime, F. (eds) (2022). *Les agricultures urbaines en France*. Editions Quæ, Versailles.
- Bren d'Amour, C., Reitsma, F., Baiocchi, G., Barthel, S., Güneralp, B., Erb, K.-H., Haberl, H., Creutzig, F., Seto, K.C. (2016). Future urban land expansion and implications for global croplands. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(34), 8939–8944
- Brown, M.E. and McCarty, J.L. (2017). Is remote sensing useful for finding and monitoring urban farms? *Applied Geography*, 80, 23–33.
- Capdepuy, V. (2023). Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale? *Géoconfluences*.
- Capdepuy, V. (2024). La ligne Nord-Sud, permanence d'un clivage ancien et durable. *Géoconfluences*.
- Curran, W. and Hamilton, T. (2017). *Just Green Enough: Urban Development and Environmental Gentrification*. Routledge, London.
- David, S., Lee-Smith, D., Kyaligonza, J., Mangeni, W., Kimeze, S., Aliguma, L., Lubowa, A., Nasinyama, G.W. (2010). Changing trends in urban agriculture in Kampala. In *African Urban Harvest: Agriculture in the Cities of Cameroon, Kenya and Uganda*, Prain, G., Lee-Smith, D., Karanja, N. (eds). Springer, New York.
- Drescher, A.W., Isendahl, C., Cruz, M.C., Karg, H., Menakanit, A. (2021). Urban and peri-urban agriculture in the Global South. In *Urban Ecology in the Global South*, Shackleton, C.M. et al. (eds). Springer, Cham.
- Duchemin, É., Wegmuller, F., Legault, A.-M. (2010). Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. *VertigO*, 10(2). doi: 10.4000/vertigo.10436.
- Fantini, A. (2023). Right to the city or environmental gentrification? A discussion about risks and potential of urban agriculture. *Urban Geography*, 44(5), 1003–1010.
- FAO (2019). Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan – Cadre de suivi.
- Gonzalez, Y. (2015). Advancing public health through Gardens for Healthy Communities (GHC) in New York City: The role of anti-obesity objectives in urban agriculture policy. PhD Thesis, State University of New York, Syracuse, New York.
- Graefe, S., Buerkert, A., Schlecht, E. (2019). Trends and gaps in scholarly literature on urban and peri-urban agriculture. *Nutrient Cycling in Agroecosystems*, 115(2), 143–158.

- Gray, L., Elgert, L., WinklerPrins, A. (2020). Theorizing urban agriculture: North-South convergence. *Agriculture and Human Values*, 37(3), 869–883.
- Haberman, D., Gillies, L., Canter, A., Rinner, V., Pancrazi, L., Martellozzo, F. (2014). The potential of urban agriculture in Montréal: A quantitative assessment. *ISPRS International Journal of Geo-Information*, 3(3), 1101–1117.
- Hamilton, A.J., Burry, K., Mok, H.-F., Barker, S.F., Grove, J.R., Williamson, V.G. (2014). Give peas a chance? Urban agriculture in developing countries. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 34(1), 45–73.
- Hammelman, C. (2019). Challenges to supporting social justice through food system governance: Examples from two urban agriculture initiatives in Toronto. *Environment and Urbanization*, 31(2), 481–496.
- Hammelman, C. (2022). *Greening Cities by Growing Food: A Political Ecology Analysis of Urban Agriculture in the Americas*. Springer, Cham.
- Hardman, M. and Larkham, P.J. (2014). *Informal Urban Agriculture: The Secret Lives of Guerilla Gardeners*, 1st edition. Springer, Cham.
- Hawes, J.K., Gounaridis, D., Newell, J.P. (2022). Does urban agriculture lead to gentrification? *Landscape and Urban Planning*, 225, 104447. doi: 10.1016/j.landurbplan.2022.104447.
- Hochedez, C. (2018). Migrer et cultiver la ville : l'agriculture communautaire à Malmö (Suède). *Urbanités*, 10.
- Horst, M., McClintock, N., Hoey, L. (2017). The intersection of planning, urban agriculture, and food justice: A review of the literature. *Journal of the American Planning Association*, 83(3), 277–295.
- Horst, M., McClintock, N., Baysse-Lainé, A., Darly, S., Paddeu, F., Perrin, C., Reynolds, K., Soulard, C.-T. (2021). Translating land justice through comparison: A US-French dialogue and research agenda. *Agriculture and Human Values*, 2021, 865.
- Jaffrelot, C. (2008). *L'enjeu mondial : les pays émergents*. Les Presses de Sciences Po, Paris.
- Jarrige, F., Thion, P., Nougarede, B. (2006). La prise en compte de l'agriculture dans les nouveaux projets de territoires urbains. Exemple d'une recherche en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 3, 393–414.
- Lake, A. and Townshend, T. (2006). Obesogenic environments: Exploring the built and food environments. *Journal of the Royal Society for the Promotion of Health*, 126(6), 262–267.
- Lee-Smith, D. (2010). Cities feeding people: An update on urban agriculture in equatorial Africa. *Environment and Urbanization*, 22(2), 483–499.
- McClintock, N. (2014). Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: Coming to terms with urban agriculture's contradictions. *Local Environment*, 19(2), 147–171.

- McClintock, N. (2018). Cultivating (a) sustainability capital: Urban agriculture, ecogentrification, and the uneven valorization of social reproduction. *Annals of the American Association of Geographers*, 108(2), 579–590.
- Mok, H.-F., Williamson, V.G., Grove, J.R., Burry, K., Barker, S.F., Hamilton, A.J. (2014). Strawberry fields forever? Urban agriculture in developed countries: A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 34(1), 21–43.
- Mougeot, L.J. (2000). Urban agriculture: Definition, presence, potentials and risks. In *International Workshop on Growing Cities, Growing Food: Urban Agriculture on the Policy Agenda*, La Habana, 1–42.
- Moustier, P. (1999). La complémentarité entre agriculture urbaine et agriculture rurale. In *Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : une contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes*, Smith, O.B. (ed.). IDRC, Ottawa.
- Nahmías, P. and Le Caro, Y. (2013). Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales. *Environnement urbain*, 6, 1–16.
- Orsini, F., Gasperi, D., Marchetti, L., Piovene, C., Draghetti, S., Ramazzotti, S., Bazzocchi, G., Gianquinto, G. (2014). Exploring the production capacity of rooftop gardens (RTGs) in urban agriculture: The potential impact on food and nutrition security, biodiversity and other ecosystem services in the city of Bologna. *Food Security*, 6, 781–792.
- Paddeu, F. (2015). De la crise urbaine à la réappropriation du territoire. Mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Detroit et du Bronx à New York. PhD Thesis, Paris-Sorbonne University.
- Paddeu, F. (2017). Legalising urban agriculture in Detroit: A contested way of planning for decline. *TPR: Town Planning Review*, 88(1), 109–129.
- Paddeu, F. (2021). *Sous les pavés, la terre. Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*. Le Seuil, Paris.
- Pearsall, H. (2010). From brown to green? Assessing social vulnerability to environmental gentrification in New York City. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 28(5), 872–886.
- Perrin, C., Jarrige, F., Soulard, C.-T. (2013). L'espace et le temps des liens ville-agriculture : une présentation systémique du cas de Montpellier et sa région. *Cahiers Agricultures*, 22(6), 552–558.
- Pulliat, G. (2015). Food securitization and urban agriculture in Hanoi (Vietnam). *Articulo – Journal of Urban Research*, 7.
- Ramaswami, A., Boyer, D., Nixon, P., Jelinski, N. (2022). A hybrid method to quantify household urban agriculture gardening: Implications for sustainable and equitable food action planning. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6, 997081.
- Robineau, O. (2013). Vivre de l'agriculture dans la ville africaine : une géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso. PhD Thesis, University of Montpellier Paul Valéry.

- Saha, M. and Eckelman, M.J. (2017). Growing fresh fruits and vegetables in an urban landscape: A geospatial assessment of ground level and rooftop urban agriculture potential in Boston, USA. *Landscape and Urban Planning*, 165, 130–141.
- Scheromm, P., Perrin, C., Soulard, C. (2014). Cultiver en ville... Cultiver la ville ? L'agriculture urbaine à Montpellier. *Espaces et sociétés*, 2014, 49–66.
- Smit, J., Nasr, J., Ratta, A. (1996). *Urban Agriculture: Food, Jobs and Sustainable Cities*. UNDP, New York [Online]. Available at: <http://www.jacsmit.com/book.html> [Accessed 3 February 2016].
- Stella, P., Grard, B., Lelièvre, A., Clerino, P., Redlingshöfer, B., Saint-Gès, V., Consales, J.-N., Giacchè, G., Lemaire, B.J., Joimel, S. *et al.* (2022). Les services écosystémiques rendus par les agricultures urbaines. In *Les agricultures urbaines en France*, Aubry, C., Giacchè, G., Maxime, F. (eds). Editions Quæ, Versailles.
- Taguchi, M. and Santini, G. (2019). Urban agriculture in the Global North and South: A perspective from FAO. *The Journal of Field Actions*, 2019, 12–17.
- Tornaghi, C. (2014). Critical geography of urban agriculture. *Progress in Human Geography*, 38(4), 551–567.
- United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development (2016). The new urban agenda (Habitat III) [Online]. Available at: <https://habitat3.org/the-new-urban-agenda/> [Accessed 7 September 2023].
- Warren, E., Hawkesworth, S., Knai, C. (2015). Investigating the association between urban agriculture and food security, dietary diversity, and nutritional status: A systematic literature review. *Food Policy*, 53, 54–66.
- WinklerPrins, A.M.G.A. (2017). *Global Urban Agriculture*. CABI, Wallingford/Boston.
- Young, L.J., Hyman, M., Rater, B.R. (2018). Exploring a big data approach to building a list frame for urban agriculture: A pilot study in the city of Baltimore. *Journal of Official Statistics*, 34(2), 323–340.
- Zasada, I. (2011). Multifunctional peri-urban agriculture – A review of societal demands and the provision of goods and services by farming. *Land Use Policy*, 28(4), 639–648.
- Zeza, A. and Tasciotti, L. (2010). Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. *Food Policy*, 35(4), 265–273.